

« Le changement c'est maintenant » : la rediffusion de mauvais films ?

Le Conseil d'Administration de l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) a tenu sa réunion « de rentrée » le 5 septembre 2012.

Les élections présidentielles puis législatives ont vu une majorité de nos concitoyens repousser les acteurs d'une politique inégalitaire et injuste au service d'une minorité de privilégiés. Quelques mesures prises par le nouveau gouvernement, en matière fiscale notamment, vont dans le bon sens, mais, pour l'essentiel, il n'y a, jusqu'à présent, aucune rupture forte avec la politique mise en œuvre depuis trop longtemps. Les « cent jours » du Président Hollande n'ont pas effacé grand chose des « cent jours » du Président Sarkozy.

L'emploi est une revendication fondamentale. Les personnes retraitées voient leurs enfants et leurs petits-enfants de plus en plus souvent précarisés, voire au chômage, au mieux dans l'angoisse du lendemain. Le niveau de chômage est un élément déterminant des rapports sociaux entre les salariés et les employeurs, et l'UNIRS estime que le plein emploi est possible, essentiellement par une réduction du temps de travail. Les gesticulations du ministre du Redressement productif ont déjà fait long feu : le chômage continue d'augmenter, et le nouveau gouvernement continue d'y participer très directement en continuant de priver les administrations, les services publics, les écoles, les hôpitaux, des personnels qui leurs sont indispensables. A la place des « emplois d'avenir » offerts à quelques centaines de milliers de jeunes, qui dureront au mieux trois ans, destinés prioritairement aux administrations, il faut des créations d'emplois stables dans ces services par des créations de postes.

L'emploi est indispensable car il est la seule source de revenu pour toutes celles et pour tous ceux qui ne peuvent vivre que par leur travail. **Un autre partage des richesses est indispensable** ; c'est une revendication première de l'UNIRS. Le « coup de pouce » donné par le gouvernement au SMIC est dérisoire par rapport aux besoins d'une partie de la population. Les personnes retraitées sont de plus en plus nombreuses à ne plus pouvoir vivre décemment avec leur seule petite retraite : c'est le début des conséquences des réformes « courageuses » mises en place par les gouvernements depuis 1993 et, jusqu'à présent, jamais vraiment remises en cause. La honte ne semble même pas atteindre ces « politiques » quand de plus en plus « d'anciens » sont contraints de prendre des travaux saisonniers (où ils concurrencent des jeunes et des chômeurs) pour pouvoir survivre. La semaine bleue qui va bientôt reflourir dans les communes est l'illustration de cette grande hypocrisie. **L'UNIRS maintient son exigence d'une aide à l'autonomie relevant à 100% de la Sécurité sociale et assurée par des services publics à créer.**

Le nouveau gouvernement semble d'ailleurs avoir déjà renoncé à de réels changements : **de fait, il a déjà décidé de continuer d'inscrire la politique française dans les ornières décidées par ses prédécesseurs**, et particulièrement par Nicolas Sarkozy qui a signé avec Mme Merkel le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG). La politique qui sera menée par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault sera conforme à ce Pacte budgétaire, c'est-à-dire conforme aux exigences des marchés financiers : les Etats ne pourront avoir un déficit structurel supérieur à 0,5% de leur PIB, même si ce déficit résulte d'investissements publics décidés démocratiquement. Très concrètement ceci signifie qu'à l'avenir les investisseurs publics potentiels ne pourront plus investir et que les grands travaux seront réservés aux principaux opérateurs privés. Déjà Lionel Jospin avait rapidement capitulé au lendemain des élections législatives de 1997 qui l'avaient amené Premier ministre en prenant à son compte

le Pacte de stabilité signé quelques semaines auparavant par Chirac et Juppé. Les retraités de l'UNIRS se souviennent qu'ensuite, et en conséquence directe, se sont multipliées, par exemple, les « ouvertures du capital » des entreprises publiques et leurs privatisations. En 2012, François Hollande candidat avait précisé qu'il ne ratifierait pas le Pacte sans l'avoir renégocié de façon substantielle sur trois points : la possibilité pour la BCE de financer directement les Etats, la mise en place d'euro-obligations et des mesures de relance de la croissance en Europe. Dès le sommet européen des 28 et 29 juin il a accepté de ratifier le Pacte sans avoir obtenu de quelconques avancées sur ses trois impératifs annoncés. Ce premier renoncement engage fortement l'avenir : il maintient, davantage encore, la France sous la dépendance des marchés financiers.

Les retraités de l'UNIRS ont le sentiment de revoir les scénarios de quelques vieux films où le « changement » annoncé n'arrive pas, où les promesses faites ne sont pas tenues. Ceci les confirme dans l'idée que le changement ne pourra résulter que de l'intervention déterminée et fédérée d'une majorité de salariés, de retraités, de chômeurs et de précaires. Il serait vain de geindre et de se lamenter sur le manque de détermination du gouvernement à tenir ses quelques promesses : il appartient aux organisations syndicales de donner du poids à leurs revendications. L'UNIRS participera à la traditionnelle journée appelée par les UCR de retraités, cette année le 11 octobre, en sachant que cette manifestation ne sera en rien décisive. Ce qui est encore nécessaire aujourd'hui, c'est un appel large et fédérateur qui puisse peser effectivement face aux acteurs économiques et financiers qui ont toujours l'essentiel des pouvoirs.